



CSAL-FS du 10 mars 2026 Déclaration liminaire CGT

Tout pour le budget de guerre, rien pour les agentes et agents des Finances Publiques. Pour les industriels de la guerre c'est open bar. Pour les agent.e.s ce sont de nouvelles suppressions d'emplois, la baisse des budgets et la dégradation de leur pouvoir d'achat !

Pourtant, elles et ils continuent de payer le prix des restructurations permanentes, du manque d'effectifs, d'une intensification du travail devenue structurelle, d'une industrialisation et un morcellement des tâches qui entraînent la perte du sens du travail.

Car derrière les indicateurs, il y a une réalité quotidienne faite d'usure et d'érosion professionnelle, de perte de sens et de dégradation des collectifs de travail. Il y a aussi des événements gravissimes : 19 suicides et 21 tentatives de suicides à la DGFIP en 2025 !

La destruction des collectifs de travail protecteurs est liée à l'individualisation du travail, des salaires, des carrières et à la mise en place de logiciels structurants l'organisation du travail dont les personnels subissent les indisponibilités et les dysfonctionnements. La panne d'Hélios et les accès illégitimes à FICOBA sont là pour en témoigner.

Dans cette instance d'ailleurs, nous avons déposé un droit d'alerte sur les conséquences des dysfonctionnements des applicatifs. Vous l'avez classé sans suite !

Certains de ces logiciels d'ailleurs comportent des fonctionnalités de flicage statistique de la quantité et de la durée du travail, impliquant une pression temporelle qui impose souvent des abandons de temps de pause mettant les agent.e.s sous tension d'une charge de travail et d'un rythme imposés générant des relations professionnelles dégradées de plus en plus impersonnelles, voire conflictuelles.

La charge mentale devient permanente suite à la mise en place du tout numérique et du télétravail avec un applicatif fonctionnant H 24, 7 jours sur 7. Les agents ont du mal à faire la coupure entre vie professionnelle et vie personnelle. Il n'y a pas de réelle déconnexion.

Et comme si cela ne suffisait pas, la DGFIP a décidé de faire les poches aux agent.e.s et retraité.e.s !

Suite à un contrôle interne, elle va procéder à la récupération d'indus sur des primes perçues à tort. L'ampleur des montants touchant toutes les catégories est intolérable : les agent.e.s ne sont pas responsables. Cette situation est due à une mauvaise gestion continue depuis plus de 10 ans et des services RH exsangues. C'est bien l'administration qui est responsable.

Mais peu importe et elle n'a pas pris de gants pour l'annoncer aux 2000 personnes concernées : un mail le 4 mars pour un prélèvement sur la paie d'avril. C'est scandaleux ! Même le contribuable lambda est mieux traité !

La CGT Finances Publiques exige l'arrêt immédiat de cette opération de recouvrement sur les rémunérations. Les agents méritent mieux que mépris et maltraitance.

Et « en même temps », la Direction déploie son grand plan Santé mentale et on nous présente le plan d'actions d'amélioration des conditions de vie au travail et de la prévention des risques suicidaires. C'est tout simplement antinomique ! Comme d'habitude, il y a les intentions et il y a les actes !

Dans la même veine, la Directrice Générale va se déplacer en personne pour remettre la médaille d'argent aux SIP du Var ainsi qu'une plaque honorifique pour avoir satisfait aux exigences du label Service Public +.

Une plaque sera posée, des remerciements seront prononcés. Mais l'argent ne sera pas sonnant et trébuchant ! Pourtant c'est bien de cette reconnaissance que les agent-e-s ont besoin pour rendre un service public de qualité avec les sous-effectifs, des réformes et restructurations incessantes et un pouvoir d'achat en berne.

L'épithaphe c'est pour les morts, nous voulons de l'argent pour les agents.

Aux Finances Publiques, pour améliorer la santé au travail, il faut d'urgence :

- Arrêter les restructurations
- Augmenter les salaires
- Revenir sur le choix de ALAN pour retrouver un système mutualiste
- Créer les emplois nécessaires à une vraie traque de la fraude fiscale et à l'accueil des usagers
- Renforcer les accueils physiques
- Cesser d'entasser les agents dans des open space et leur donner les moyens de retrouver du qualitatif au lieu du quantitatif.

Concernant le Var, plusieurs questions doivent être réglées rapidement :

* Le déménagement des agents de Vert-coteau aux lices doit être précédé d'une visite préalable du site par les représentants du personnel. Pour le SPFE, la répartition des bureaux doit faire l'objet d'une concertation avec les agents, nous demandons la réunion d'un groupe de travail pour rediscuter de cette répartition.

* La question du stationnement aux lices n'est toujours pas réglée.

* L'accueil comprend une baie vitrée non sécurisé. Avez-vous des solutions pour la sécuriser ?

* La Direction a entamé un travail sur les nuisances sonores dans les services. Le service de gestion du SIP de HYERES comprend 14 agents dans un open space. Nous souhaitons qu'une étude soit faite pour mieux insonoriser cet espace.

Nous demandons l'annexion de cette déclaration à son PV.